



Interview de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

« Mieux traiter le surendettement »

La République du Centre - Mardi 12 juillet 2016

La République du Centre : Quels sont les motifs de votre visite ?

François Villeroy de Galhau : C'est une grande chance pour la Banque de France d'avoir les pieds sur le terrain et la tête en Europe ! Je rencontre les équipes, je vois leur activité au service aussi bien des particuliers que des entreprises. Je vois aussi les élus et responsables publics. Dans le Loiret, de plus, il y a eu des inondations : c'est une façon de marquer notre solidarité. Nous sommes présents dans la vie économique très concrète des Français.

Avez-vous un message à passer ?

FVG : Nous maintenons notre présence ! Avec une succursale dans chaque département. Nous regroupons, pour plus d'efficacité, un certain nombre de services de traitement, à Orléans et à Tours.

Quelles sont les missions de la Banque de France ?

FVG : Ce sont les 3S. Stratégie monétaire : nous participons activement à la politique monétaire de l'Eurosystème. Stabilité financière : c'est notre mission de supervision des banques et des assureurs, qui s'est beaucoup renforcée après la crise. Le système bancaire français est l'un des plus solides de l'Europe et même du G7. Et services à l'économie.

Ces services se renforcent ?

FVG : Nous allons ajouter une mission confiée par les pouvoirs publics d'éducation économique et financière. Pour aider les familles défavorisées à mieux gérer leur budget. Et pour proposer des informations économiques fiables.

Nous allons ainsi aider des points de conseil budget, autour d'associations, dont nous formons les travailleurs sociaux. Nous allons aussi ouvrir, en 2018, une Cité de l'économie et de la monnaie à Paris, pour rendre l'économie aussi ludique que possible ! Son site Internet, Citeco.fr, existe déjà.

Vous souhaitez faire évoluer le traitement du surendettement ?

FVG : C'est une mission extrêmement importante pour nous. Nous avons, l'an dernier, traité le cas de 237.000 familles. Nous avons proposé une simplification de la procédure actuelle, qui

réduirait la durée de traitement d'environ quatre mois, en supprimant la phase amiable, qui ne conduisait qu'à retarder la solution. Certains prêteurs spécialisés et des banques contestent cette suppression. C'est un mauvais combat de leur part ! Je souhaite que cela puisse être réglé dans la loi qui sera votée au Parlement, d'ici l'automne.

Vous dites que le Brexit n'est pas une si mauvaise nouvelle pour l'Europe ?

FVG : C'est bien sûr une mauvaise nouvelle. Mais d'abord pour le Royaume-Uni. Pour l'Europe aussi, mais dans une moindre proportion. Il est un peu tôt pour en chiffrer les conséquences. Les premières conséquences financières, politiques, économiques sont visibles au Royaume-Uni, et elles sont fortes.

Le Brexit ne remet pas en cause votre prévision de croissance française ?

FVG : Nous avons confirmé notre prévision à au moins 1,4 % pour cette année. Il est souhaitable qu'il puisse y avoir une négociation entre le Royaume-Uni et les 27 pour lever l'incertitude le plus vite possible, car c'est la première menace. Notamment pour l'investissement.

Paris pourrait, selon vous, devenir le centre financier européen ? Il est bon que les places financières de la zone Euro, dont Paris, fassent valoir leurs atouts. La Banque de France est très active au cœur d'un écosystème d'innovation. Si certaines entreprises financières installées ailleurs dans l'Union veulent venir à Paris, nous nous sommes engagés à regarder leur dossier d'agrément le plus rapidement possible.

Quel avenir pour l'Euro ?

FVG : Je suis tout à fait confiant. Plus des deux-tiers des citoyens y sont très attachés. Notre mission est de protéger cette monnaie, très stable, et reconnue au plan international.

Quelles réformes préconisez-vous pour lutter contre le chômage ?

FVG : La Suède, l'Allemagne et l'Espagne ont mené des réformes, avec des résultats, et avec le même modèle social que nous. Tout ce qui peut se faire dans le sens de l'esprit d'entreprise et des simplifications est le bienvenu. Et il y a une réforme prioritaire sur laquelle avancer, c'est l'apprentissage.

Et pour l'investissement ?

FVG : Il y a eu une nette reprise, soutenue par le dispositif d'amortissement. Nous prévoyons une croissance de plus de 3 % des investissements des entreprises cette année. Il faut aller dans le sens de la simplification, pour soutenir la confiance.

Vous avez demandé au comité de Bâle de ne pas durcir les réglementations bancaires ?

FVG : Ce qui a été fait était indispensable et a été bien fait. Mais il est temps, huit ans après la crise, de stabiliser les règles du jeu !